

# Sarah Bordes

Interprète dans les institutions internationales

## Il faut se battre pour défendre le français

**Depuis près de vingt-cinq ans, Sarah Bordes parcourt le monde pour les besoins de son métier d'interprète. Avec le temps, elle constate que les institutions internationales travaillent de moins en moins en français. À l'occasion de la Journée internationale de la francophonie, le 20 mars, elle nous rappelle pourquoi il faut défendre notre langue.**

**P**aris, gare du Nord, un jeudi, à 18 heures. Traînant sa valise à roulettes, Sarah Bordes descend du train après trois jours de travail à Bruxelles, dans les institutions européennes. Interprète de l'anglais, de l'allemand ou de l'espagnol vers le français, elle est passée d'une réunion consacrée aux normes pour les câbles d'ascenseur à un débat sur les labels de qualité agricoles, pour finir par une discussion au Conseil économique et social européen sur de nouveaux outils Internet.

« Ce métier est très varié et il permet de voyager, raconte Sarah Bordes. Surtout quand, comme la plupart d'entre nous, l'on travaille en indépendant. Un jour, j'accompagne une mission d'eurodéputés enquêtant sur l'agriculture de montagne, en Bavière, en Suisse et en Italie. Un autre, je suis des ministres étrangers en visite dans les régions de France. C'est le ministère français de la Défense qui m'a emmenée le plus loin : Canada, États-Unis, Inde... Il est fidèle à ses interprètes par souci

de confidentialité et de suivi du vocabulaire technique. Avec lui, j'ai visité le monde entier ! »

Si Sarah Bordes, 48 ans, boucle ses valises un peu moins souvent aujourd'hui, c'est pour s'occuper de sa fille de 10 ans, mais aussi pour s'investir dans son deuxième emploi : directrice de l'interprétation à l'Institut supérieur d'interprétation et de traduction (Isit), à Paris. « Pour former la relève », note-t-elle. Une tâche urgente car les institutions internationales vont affronter sous peu une pénurie d'interprètes. L'Isit ne forme que cinq ou six élèves par an. L'autre grande école française, l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs (Esit), n'en met que dix à quinze par an sur le marché. Or, à elle seule, l'Union européenne – plus gros employeur d'interprètes au monde – devra recruter deux cents interprètes francophones ces prochaines années pour compenser les départs à

la retraite. L'Organisation des nations unies (ONU) vient, elle, de signer avec ces deux écoles une convention pour faciliter la formation et le recrutement de jeunes diplômés.

S'il permet de voir le monde, le métier de Sarah Bordes est exigeant. Qu'il s'agisse de traduire les propos des orateurs en simultané depuis une cabine ; de faire de « l'interprétation consécutive », en prenant des notes avant de traduire les déclarations des uns et des autres ; ou simplement de chuchoter à l'oreille du client, la difficulté reste la même : comprendre et faire comprendre les plus

**Comprendre et faire comprendre les plus subtiles nuances de langage**

subtiles nuances de langage. Une seconde d'inattention suffit pour perdre le fil et, parfois, risquer de provoquer un incident diplomatique. Comme ce jour où, à l'ONU, le délégué syrien dénonça le bombardement par l'aviation israélienne d'un site qui, assurait-il, n'abritait



« pas d'installation nucléaire ». Comme il n'y avait pas d'interprète arabe-anglais, le passage à la langue de Shakespeare a dû s'effectuer par le truchement de la traduction française. L'interprète anglais n'ayant pas entendu la négation, il traduisit qu'il s'agissait d'une installation nucléaire. Grosse émotion à l'ONU, et grande confusion de l'interprète...

### **Donner aux jeunes la passion des langues**

Depuis ses débuts, Sarah Bordes a pu constater combien le français reculait comme langue de travail dans les institutions internationales. La plupart des documents sont désormais rédigés en anglais. « Quand j'ai débuté, en 1986, à la Commission européenne, le français était la première langue utilisée. Il était très apprécié pour sa précision sur des points de procédure ou de droit. Mais depuis l'arrivée de la Suède et de la Finlande dans l'Union en 1995, l'anglais s'est peu à peu imposé. Le recul continue, même si les délégués français ont pour instruction de s'exprimer uniquement dans leur langue lors des échanges officiels. »

Est-ce si grave ? Les discussions ne seraient-elles pas facilitées si tout le monde employait la même langue ? « Non ! lance Sarah Bordes. S'exprimer dans un autre idiome que le sien est un désavantage dans une négociation. On risque d'être plus lent, mal compris, de trop simplifier sa pensée et de s'autocensurer, au détriment du résultat. » Autrement dit : une excellente manière de défendre le français est, paradoxalement, de donner aux jeunes la passion des langues étrangères. Histoire de forger des vocations d'interprètes, et de permettre ainsi aux orateurs de continuer à s'exprimer en français. ●

**FRÉDÉRIC NIEL**

SANDRINE EXPIILLY